



NON AUX POLITIQUES D'AUSTERITE, IL FAUT SE MOBILISER CONTRE CES REFORMES ANNONCEES ET ORGANISER LE RAPPORT DE FORCE !

Les ordonnances Macron de casse du Code du travail constituent sans ambiguïté une aggravation de la loi El Khomri, dont nous continuons à revendiquer l'abrogation.

Ces ordonnances donnent un formidable levier aux patrons pour baisser les salaires, licencier, précariser, « flexibiliser » et contourner les organisations syndicales.

Les ordonnances marquent également le coup d'envoi d'une succession de mesures régressives :

- Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a annoncé 16 milliards d'euros de nouvelles coupes budgétaires, ce qui asphyxierait encore plus les services publics ;
- Emmanuel Macron a annoncé vouloir en finir avec les régimes actuels de l'assurance chômage et de l'assurance maladie, fondés sur les cotisations salariales et patronales, au profit de leur étatisation. La hausse de la CSG constitue une première étape de ce mouvement de régression ;
- Un projet de « loi-cadre » a été fixé pour le premier semestre 2018, dans l'optique de fusionner tous les régimes de retraite dans un système par points, aboutissant à réduire considérablement le montant des pensions...

Ce sont les salariés, retraités, jeunes qui vont financer les cadeaux aux plus riches par la CSG qui va augmenter de 1,7 point au 1^{er} janvier 2018, par une ponction de 3,7 milliards € sur les carburants, par la baisse amplifiée des APL et par la baisse en trompe-l'œil de la taxe d'habitation...

Des cadeaux par des mesures fiscales au profit des milliardaires et des patrons par la suppression de l'impôt sur la fortune, par la baisse de l'imposition des profits financiers, par la baisse de l'impôt sur les bénéfices des entreprises, par l'augmentation de 4 milliards du CICE...

DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC, C'EST DÉFENDRE TOUS LES SALARIÉS QUI EN BÉNÉFICIENT !

NON AUX POLITIQUES D'AUSTERITE, UN SEUL MOT D'ORDRE : RESISTONS... PREPARONS LA MOBILISATION... PREPARONS LA GREVE !

Le mardi 10 octobre, partout en France, les fonctionnaires se sont mobilisés avec le soutien des **Unions Locales CFTC / CGT / FO / FSU de Saint-Nazaire** pour rappeler leur rejet d'une vision de l'avenir de la Fonction publique et de ses services se réduisant au dogme permanent de la réduction de la dépense publique. A cela ils opposent des revendications très proches du secteur privé :

- **Pour défendre et assurer le bon fonctionnement de la Fonction publique avec ses trois versants (Etat / Territoriale / Hospitalière) :**
 - Arrêt des suppressions de postes et titularisation des contrats aidés ;
 - Arrêt des réformes de l'Etat, territoriale et hospitalière ; défense du statut général des fonctionnaires, des statuts particuliers ;
- **Pour s'opposer à la politique d'austérité frappant les personnels fonctionnaires et non-titulaires comme les salariés(es) du privé :**
 - Augmentation des salaires dans la Fonction publique comme dans le privé ;
 - Pas de rétablissement du jour de carence et ensuite ce sera le tour pour les 3 jours dans le privé ;
 - Non à l'augmentation de 1,7 point de la CSG au 1^{er} janvier 2018 transformant une partie des cotisations salariales attachées à la Sécurité Sociale en impôts ;
- **Pour s'opposer à de nouvelles régressions sociales :**
 - retrait des ordonnances MACRON et préservation des Conventions Collectives et accords de branche dans le privé ;
 - La défense du Code des pensions civiles et militaires... et de celui du privé attaqués dès l'année prochaine !

LE SERVICE PUBLIC EST DÉMANTELÉ, IL FAUT S'Y OPPOSER ! POURTANT DE L'ARGENT IL Y EN A !

- Rappel : en 2016 la France décroche le titre du « plus gros payeur de dividendes » avec une progression de 11,8 % à 54,3 milliards de dollars, et se classe ainsi sur la plus haute marche du podium en Europe.
- Force est de constater que les annonces du gouvernement contre les agents de la Fonction publique et les salariés(es) du privé s'inscrivent dans un objectif global de régression sociale, qui atteint de plein fouet l'ensemble des salariés(es) de ce pays, du secteur public comme du secteur privé.
- Tous les secteurs vont être touchés par ces mesures régressives annoncées, à commencer par les jeunes et les privés d'emploi qui se verront proposer des « jobs » à la petite semaine plutôt que de véritables emplois stables seuls à même de garantir des perspectives de vie décente !

Notre réponse collective et massive par la grève peut faire reculer le gouvernement et le patronat, c'est le sens même de notre appel intersyndical, vous aussi contribuez au rapport de force.

**SALARIES(ES) DU PRIVE, SALARIES(ES) DU PUBLIC,
RETRAITES(ES), PRIVES(ES) D'EMPLOI, JEUNES...**

TOUS ENSEMBLE

IL EST URGENT D'ORGANISER LA RESISTANCE !